

Bordeaux, le 15/12/2017

CTL de destruction des emplois

**1600 suppressions d'emplois au niveau national,
37 au niveau local !
20000 postes supprimés depuis 2010.
37000 depuis 2002 ! Tout est dit !**

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
National	2565	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600
Gironde	57	79	42	28	40	41	36	40	37

Pour la Gironde, l'implantation du service CRSH permet à la direction locale d'afficher un solde d'emploi positif de +5. **La réalité c'est 42 emplois affectés au CSRH mais surtout 37 emplois supprimés dans les postes et services du département.**

Ces suppressions d'emplois aussi importantes soient elles ne constituent qu'un apéritif dans l'attente des nombreuses réformes en cours et à venir (Prélèvement à la source, réforme de la TH, remise en cause de la séparation ordonnateur / comptable, abandon de missions cadastrales etc ...) d'ailleurs, le Directeur Général ne manque pas de le rappeler dans son message du 28 septembre «l'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes ».

Toutes nos missions sont attaquées et sont remises en cause. L'offre de service public se réduit comme peau de chagrin. Les conditions de travail des agents se détériorent. Les conditions d'accueil des usagers se dégradent. Ils veulent en finir avec la DGFIP !

Nous voyons clairement l'objectif de ce gouvernement : détruire la DGFIP et le service public en général. Pourtant, nos missions et les agents qui les exercent sont le ciment d'une république sociale moderne. **La CGT ne laissera pas détruire ce bien commun si facilement.** L'année 2018 devra être une année de hautes luttes durant laquelle nous devons nous remobiliser pour ne pas assister au démantèlement programmé de notre administration.

La CGT a décidé de boycotter ce CTL de destruction des emplois et des services.